

Agissez Maintenant ! Arrêtez la catastrophe au Sri Lanka

jeudi 21 mai 2009, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 24 avril 2009).

Un appel à la société civile internationale pour agir maintenant et prévenir de plus amples destructions au Sri Lanka.

Le Sri Lanka est dans une situation dramatique qui requiert l'attention de la communauté internationale et nécessite une action immédiate pour éviter de plus amples destructions.

Le gouvernement sri lankais, soutenu par les oppresseurs chauvins cinghalais, a presque anéanti la lutte des tamouls pour leurs droits, de façon à ce que l'État sri lankais reste une structure au service du chauvinisme cinghalais. Pendant au moins un demi siècle, les gouvernements au service de la suprématie cinghalaise ont, à de multiples occasions, refusés d'accorder aux minorités nationales leurs droits politiques dans le cadre des structures étatiques post-coloniales. Au contraire ils ont poussé la minorité tamoule dans le mur en commettant des pogroms à de nombreuses reprises et des actions terroristes puis par la suite en réprimant les luttes pacifiques des tamouls pour obtenir leurs droits. Cela a conduit à l'irruption d'une lutte armée féroce.

Le gouvernement du Sri Lanka manipule le concept de terrorisme pour légitimer sa répression contre les minorités et obtenir le soutien des puissances mondiales afin d'anéantir leurs luttes pour les droits. En 2008, le gouvernement unilatéralement a révoqué le cessez-le-feu et a rompu le processus de paix en cours sous le patronage de la coprésidence de la communauté des donateurs. Dans le processus d'anéantissement de la lutte des tamouls pour leurs droits démocratiques, le gouvernement a interdit les Tigres de Libération de l'Eelam tamoule (LTTE) et a déclaré la guerre au radicalisme tamoul. L'accès des médias à la zone de combat a été bloqué et par la suite, le gouvernement a ordonné aux organisations humanitaires d'évacuer leurs bureaux puis il a expulsé les personnels internationaux. Au plus fort du siège, l'État a ordonné aux personnels soignants de quitter les hôpitaux. Toutes ces mesures ont été prises alors même que l'armée menait une grande offensive terrestre, maritime et aérienne contre les habitats traditionnels du peuple tamoul de la province du Nord Est du Sri Lanka.

A de nombreuses reprises, les civils ont été expulsés de leurs maisons et leurs maisons ont été pilonnées et bombardées, les cultures et les propriétés dévastées et l'environnement dans son entier défiguré au delà de ce qui est imaginable. Au maximum de l'offensive, l'État a exhorté la population de rejoindre une zone gouvernementale neutre exempte de combats dans une petite bande de terre où les installations de bases étaient totalement insuffisantes pour accueillir une telle population.

Par la suite, le gouvernement a pilonné et tapissé de bombes une partie de la zone neutre sous prétexte de faire la chasse aux terroristes. A l'heure actuelle, ils ont avancé dans la zone neutre en appelant l'opération « mission de sauvetage », tuant des milliers de civils. Des allégations suggèrent que le gouvernement utilise des armes chimiques contre les Tigres Tamouls sans se soucier des conséquences sur les civils regroupés dans cette petite bande de terre.

Cette guerre viole totalement les conventions de guerre et les lois internationales. Le gouvernement

du Sri Lanka nie les accusations, disant que les allégations sont de la pure propagande des Tigres Tamouls. Des vérifications indépendantes sont impossibles puisque les médias indépendants et les organisations humanitaires, à l'exception de la croix rouge, n'ont pas l'autorisation d'accéder à la zone de combats.

Le gouvernement détient des milliers de déplacés dans des camps de rétention qu'ils n'ont pas le droit de quitter. Il les appelle des « centres de protection ». Même des personnels des Nations Unis, qui sont sortis de la zone neutre, sont détenus dans ces camps soit disant pour démasquer les terroristes.

Il y a plusieurs mois, le gouvernement a soumis une proposition aux ambassades à Colombo en vue d'obtenir une assistance financière pour mettre en place un camp semi-permanent pour 200 000 civils pendant 3 ans. Ce n'est pas la première fois. Dans un passé proche, le gouvernement a empêché les habitants de la région de Sampur dans l'Est de se réinstaller après des opérations militaires. Actuellement, des discussions sont en cours pour construire une centrale thermique sur ces terres sans apporter de compensations aux résidents. Ainsi, derrière la dévastation des terres traditionnelles des tamouls, se dessine l'objectif — racialement orienté — de changer la démographie des terres concernées tout en maintenant les résidents dans des camps de détention durant une période indéterminée.

- Nous, représentant la société civile de l'île, exprimons nos profonds regrets face à l'inaction et le silence approbateur donné au régime Sri lankais par les organismes internationaux de bonne gouvernance tels que les Nations Unies, malgré les crimes incommensurables des dirigeants Sri lankais et de leurs alliés.
- Nous implorons la communauté internationale, et particulièrement la société civile, de ne pas laisser le gouvernement sri lankais manipuler la soi disant guerre contre le terrorisme pour obtenir le soutien des nations unies et d'autres autorités et de poursuivre son terrorisme d'État contre la minorité tamoule.
- La communauté internationale devrait pousser les autorités telles que les Nations Unies et le groupe des donateurs du Sri Lanka à contraindre le gouvernement à cesser la guerre immédiatement et entamer un processus de paix dans le but de trouver une solution viable à ce problème national.
- Le droit des populations à vivre dans leurs villages traditionnels doit être défendu. Des compensations devraient être perçues pour les dommages causés à leurs vies et à leurs propriétés et une aide devrait être donnée pour reconstruire leurs vies.
- Les médias et les organisations humanitaires doivent avoir accès immédiatement aux zones où sont regroupés les personnes déplacées et affectées par la guerre et leur liberté d'expression doit être garantie.

Sri Lanka, le 24 avril 2009

Signé par : D^f. Vickramabahu Karunaratna, Prof. Sucharitha Gamlath, Prof. Jayantha Senevirathna, D^f. Nirmal Ranjith Devasiri, D^f. Terrence Purasinghe, Maître Chandrapala Kumarage, Rev. Fr. Yohan Devananda, Patrick Fernando, Prof. Kumar David.

Cet appel mis en ligne le 24 avril a été détruit sur le premier serveur où il avait été publié, après

avoir reçu de nombreuses signatures. Il a dû être mis en ligne une seconde fois, sur un autre serveur.

Voir : [Act Immediately! Stop Disaster in Sri Lanka](#)

P.-S.

* A paraître dans Inprecor n° 549/550 de mi-juin 2009.